



Luxembourg, le 9 mars 2015

Conciliation dans l'enseignement : la paix sociale sur le fil du rasoir

Les syndicats APESS, FÉDUSE/Ens.-CGFP et SEW/OGBL, réunis en Intersyndicale, ont rencontré en date du 5 mars 2015 Monsieur Claude Meisch et ses conseillers pour une seconde réunion de conciliation sous la présidence de Madame Marianne Harles.

Dans un premier temps, l'Intersyndicale a proposé ses pistes d'économie en relation avec les **indemnités d'examen**, en particulier la double correction en cours d'année et la 3^e correction à l'examen, mais aussi une réorganisation plus cohérente au niveau de l'élaboration des questionnaires d'examen et des expertises y afférentes ainsi que des indemnités générées au MEN par des réunions sans retour pour le déroulement des examens, aboutissant de la sorte à un potentiel d'économie d'1,5 millions d'euros rien que sur ce poste-là, potentiel qui, aux dires du MEN dont émanent les chiffres, serait difficile à évaluer.

Le deuxième grand axe de discussion concernait les **décharges dans leur ensemble**. Après une analyse détaillée des décharges relevant de l'organisation scolaire, des décharges pour projets et autres, l'Intersyndicale a abouti à la conclusion que la répartition et la cohérence des différentes catégories de décharges devrait être réévaluée au vu de leur utilité concrète pour le fonctionnement du système scolaire.

Par la suite, l'Intersyndicale n'a pu que regretter le fait que, parmi les chiffres que le MEN lui avait soumis en amont de la réunion de conciliation, les **frais de fonctionnement du MEN** ainsi que les **frais liés à toutes sortes de projets et autres expertises** (PISA, épreuves standardisées, questionnaires superflus sur la vie privée des élèves, etc.) soient les grands absents du dossier élaboré par le MEN.

Dans le même ordre d'idées, le MEN n'a pas ~~encore~~ voulu se prononcer sur un meilleur encadrement scolaire en vue d'une **optimisation de la qualité scolaire** et d'une diminution du **taux d'échec**. De la sorte, l'Intersyndicale déplore l'**absence de toute visée pédagogique** dans les pistes évoquées jusqu'à présent par le MEN qui se borne actuellement aux seules pistes d'économie.

Enfin, le ministre a une nouvelle fois insisté sur la nécessité, pour lui, d'intégrer la tâche des professeurs – notamment par le biais d'une modification de la **décharge pour ancienneté** – dans les discussions et a clairement fait entendre que, pour lui, un accord sans modification de la tâche ne serait pas envisageable, même si le montant avancé de 3,5 millions d'euros d'économies était atteint à l'aide d'autres mesures d'économies.

L'Intersyndicale a alors clairement insisté sur le fait que, de la sorte, la **paix sociale actuelle déjà très fragile** risque d'en être gravement compromise et a pointé du doigt la **mise en danger d'un possible accord** qui – avec les économies à propos desquelles un rapprochement avait déjà pu être entamé ! – semblait pourtant à portée de main.

Une prochaine réunion de conciliation aura lieu en date du 24 mars 2015.